

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 30 / 15 JUIN 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 / 69 LYON-PREFECTURE

Nouvelles lois sur les travailleurs immigrés pour freiner leur combativité



Les ouvriers immigrés du chantier Maillard et Duclos à Lyon, en grève.

Le gouvernement Chaban vient de faire voter par l'assemblée nationale plusieurs lois pour améliorer soi-disant le sort des travailleurs immigrés. Au dire de Fontanet, ministre du chômage, il s'agit de mettre les étrangers sur le même plan que les français en leur permettant d'être élus délégués du personnel et du comité d'entreprise. Il s'agit aussi de "lutter contre le racisme".

Après la mort de 5 ouvriers africains à cause de leurs conditions de logement dégueulasses à Aubervilliers en hiver 70, Chaban-Delmas était allé lui-même se promener dans la boue des bidonvilles de Nanterre où vivent misérablement des milliers d'ouvriers immigrés, juste le temps de faire une déclaration à la radio et à la télé, pour dire que "ça allait changer, que des mesures allaient être prises...". Evidemment rien n'a changé.

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement des promesses : des "lois", ça fait plus sérieux. Il faut dire que dans les luttes dures que la classe ouvrière de France mène depuis début 72, les immigrés sont au 1^{er} rang : rappelons Penarroya à Lyon, Girosteel à Paris, Davum à Fos-sur-Mer, Maillard et Duclos à Lyon, etc... des grèves où les immigrés tiennent des semaines, occupent leur usine ou leur chantier, s'opposent aux cadres et mettent en échec les consignes de collaboration de classe des révisionnistes et des réformistes, des grèves où les immigrés revendiquent des augmentations de salaire, dénoncent les conditions de logement dégueulasses qu'on leur impose, dénoncent l'absence de mesures d'hygiène et de sécurité : les immigrés sont une forte proportion des ouvriers assassinés en France chaque année par le capital, ils

dénoncent le racisme des chefs et des contremaîtres aux ordres du capital.

La lutte des immigrés en France n'a pas cessé de se développer depuis mai 68 où ils avaient déjà pris une part active.

La bourgeoisie est gênée par ce développement des luttes : les luttes dures de la classe ouvrière l'affaiblissent, et pour y faire face, elle emploie la double tactique de la violence (envoi de flics, organisation des cadres contre les grévistes etc...) et de la tromperie.

Les lois qu'elle fait passer aujourd'hui sur les problèmes des immigrés sont de la même cuve que les promesses qui ne coûtent rien à Chaban à la télé fin mai, sur : "plus de salaire au dessous de 1000 F dans 18 mois, l'égalité des salaires masculin et féminin etc..." (voir FR du 1^{er} juin). Car enfin, que valent ces mesures "en faveur des immigrés" ? Pleven, ministre de l'injustice bourgeoise, déclare que "le racisme est une lèpre sans cesse grandissante", mais il souligne que les manifestations du racisme sont en général le fait d'individus ou de groupements "marginaux" :

— marginale, l'armée française ? qui tua un million d'algériens pour préserver les intérêts du colonialisme français.

— marginal, Massu, qui organisa la torture systématique des patriotes algériens et qui s'en vante aujourd'hui en toute tranquillité ?

— marginal le gouvernement de Pompidou qui expulsa des millions d'ouvriers (notamment ceux remis entre les mains de la police espagnole ou portugaise) pour leur participation aux grèves et manifestations de 68 ?

D'après la nouvelle loi "les dépositaires de l'autorité

publique se rendant coupables de "discrimination raciale" risqueraient 2 mois à 2 ans de prison et une amende de 3 000 à 30 000 F tandis que "des particuliers qui refusent de fournir un bien ou un service, qui licencient ou refusent d'embaucher" risquent 2 mois à 1 an de prison et de 2 000 à 10 000 F d'amende.

Si ces mesures devaient être appliquées, c'est toute la classe capitaliste qui se retrouverait en taule.

N'est-ce pas Fontanet, ministre du gouvernement de Chaban, qui a présenté en janvier 72, un plan pour envoyer des travailleurs immigrés chez eux et qui déclarait sans ambage : "ce sera toujours un français qui sera embauché en priorité dans tout secteur où sévit le chômage". Ce sont les immigrés qui subissent en permanence le plus durement le chômage en France. Les immigrés réduits au chômage chez eux par le pillage de l'impérialisme dans leur propre pays ont dû venir en France : là, le capitalisme les surexploite (bas salaires, taudis, peu ou pas d'allocations familiales, pas de frais de formation, etc...) tout en se réservant le droit d'en chasser une partie quand le nombre de chômeurs devient trop considérable, quitte à les faire revenir ensuite, tout cela suivant les à-coups de la production capitaliste.

Pour compléter cette loi, qui ne changera rien à la situation des ouvriers immigrés, le gouvernement a fait passer une autre loi leur permettant d'être électeurs et éligibles pour les fonctions de délégués du personnel et de délégués au comité d'entreprise "afin dit le député UDR Gissenger, de les

(suite page 4)

Au cours de cette semaine, la propagande bourgeoise a fait l'éloge avec tapage des troupes saïgonnaises qui auraient "débloqué" An Loc et chassé les F.A.P.L. de Kontum. Par contre elle a fait silence sur les secteurs où l'offensive populaire a fortement progressé : le delta du Mékong, les provinces du Centre et particulièrement celle de Bin Dinh située entre la province de Kontum et la mer. Cette progression de l'offensive populaire balaye tous les mensonges sur les succès de la soi-disant contre-offensive fantoche et surtout marque un pas de plus dans l'échec total de la vietnamisation. En effet les provinces côtières du centre et celles du delta du Mékong sont précisément les zones où l'impérialisme US prétendait avoir le mieux appliqué sa politique de "pacification", clef de voûte de la "vietnamisation".

Or, qu'en est-il ?

UN PLAN D'EXTERMINATION POUR CHASSER LES REVOLUTIONNAIRES DES CAMPAGNES.

La pacification se trouve au centre de la politique néo-colonialiste de Washington. Pour transformer le Sud-Vietnam en base militaire et néo-colonie US, il faut au préalable que le pays soit conquis par l'impérialisme US, c'est-à-dire "pacifié".

de différentes formes d'attaque. Ainsi en juillet 65 dans la province de Binh Dinh, les Américains portent l'effectif de GI's de 2 000 à 20 000 hommes, amènent la division Sud-coréenne "Panthères". Des B52 ravagent la région par vagues successives, des canons ultra puissants pilonnent les villages, des unités de la 7^e flotte rasant les hameaux côtiers, 5 escadrons de blindés saccagent jour et nuit les champs. De juin 1965 à 1966, 1412 opérations de ratissage.

2^e étape : déplacement forcé de la population des villages systématiquement rasés lors des ratissages.

Des équipes de démolition arrivent : elles déversent sur les toits de l'essence qu'elles enflamment ; aussitôt après, les bulldozers entrent en action, puis l'US Air Force qui déverse des bombes. En même temps, des hélicoptères enjoignent aux habitants de se rassembler au centre du village sous peine d'être considérés comme "vietcongs". Le village est encerclé par un tir d'artillerie pour empêcher toute fuite. Alors commence le tri entre "civils hostiles" et "sympathisants vietcongs".

Et dernière étape, la population évacuée en camions tombe aux mains des groupes de "Développement Révolutionnaire" et de "Reconstruction Nationale" qui l'"installent" dans un "hameau stratégique". On déploie des barbelés autour des villageois, on

le peuple vietnamien réduit en miettes la "pacification" US

Par la pacification, l'impérialisme US se fixe pour objectif de :

— détruire ou extirper des campagnes les F.A.P.L. pour anéantir la lutte armée, les organisations révolutionnaires populaires afin d'anéantir la lutte politique.

— réorganiser l'administration fantoche et rétablir les organisations réactionnaires ;

— rétrécir peu à peu la zone libérée et élargir la zone occupée pour couper les F.A.P.L. de tout appui populaire.

Pour atteindre ces objectifs, l'impérialisme américain se donne deux moyens. Concentrer dans de véritables camps de concentration baptisés "hameaux stratégiques" une population qui sera à la merci des exactions des fantoches US, "à l'abri" de la propagande du F.N.L. par des programmes démagogiques destinés à semer la confusion. C'est ainsi qu'on parle de "bataille pour la conquête du cœur et de l'esprit", de "révolution sociale" de "programme d'édification" de la campagne sud-vietnamienne. A cet effet, les Américains déploient de grands efforts pour la "formation de brigades d'experts civils".

L'impérialisme US concentre tous ses efforts contre les zones libérées par le F.N.L. Il a un plan en 3 étapes.

1^{re} étape : nettoyage et ratissage. Enquête minutieuse. Coordination

assigne à chaque famille l'espace de 3 m² entre des poteaux verticaux qui soutiennent une bâche, et on s'évertue à démontrer que "tout ça c'est la faute aux vietcongs".

Mise en place de méthodes de "promotion politique" pour les mouchards, ceux qui dénoncent les cadres des organisations révolutionnaires ; mise en place de "promotions économiques et sociales" pour redonner leur terre aux gros propriétaires expropriés par le FNL ou la 1^{re} résistance. On transforme le "hameau pacifié" en hameau de combat, c'est-à-dire qu'on ceinture le hameau de barbelés etc... et qu'on engage de force ou par la ruse, la population, dans le combat contre les patriotes.

UN PLAN SANS CESSER A RECOMMENCER

Le programme de pacification n'a jamais pu aboutir face au développement impétueux de la lutte du peuple vietnamien. Pour masquer leur défaite, les américains ont mis sans cesse de nouveaux programmes sur pied avec chaque fois les noms les plus prometteurs et les plus démagogiques : programme des zones de prospérité (1955-60), politique des hameaux de vie nouvelle (1966-67), programme de défense des régions rurales et de développement local (1971). A chaque

(suite page 4)

FACE AUX DERNIERES LUTTES D'OS, BOURGEOISIE ET P"C" F CHERCHENT A MASQUER L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL

Les dernières grèves d'OS particulièrement depuis le début de cette année (Pennaroya, Girosteel, Creusot-Loire, Paris, Joint, Davum, SCPC) ont amené les états-majors de la bourgeoisie et ceux du P"C" F à réajuster leur tactique. La dernière grève organisée par la CGT le 7 juin est un exemple précis des tentatives de récupération à laquelle se livre la clique Ségué-Marchais. Front Rouge ne dispose pas encore de toutes les communications de ses correspondants sur la participation des masses ouvrières à cette journée.

Cependant, pour apprécier toute la tactique de la bourgeoisie et des révisionnistes, il est important d'examiner comment chacun à sa manière, embellit et justifie le travail d'OS pour finalement le maintenir, l'organiser, le raffiner.

Il y a quelques années, avant mai 68, les experts bourgeois répétaient "l'ère de l'automatisme est arrivée. Bientôt, il n'y aura plus d'ouvriers rivaux à la chaîne, mais seulement des techniciens en blouse blanche".

Mais les grèves caractéristiques qu'ont engagées les OS déjà avant 68, leur développement depuis, ont forcé ces experts à mettre une sourdine à leur refrain.

S'ils ont consenti à reconnaître les salaires de misère, les cadences exténuantes..., cela a été aussitôt pour proposer des "solutions" qui permettraient (du moins ils l'espèrent) d'apaiser la révolte des OS, tout en maintenant et si possible en renforçant l'exploitation des OS.

Le CNPF, fin 71, a envoyé en usine, quelques mois, trois de ces experts pour diagnostiquer "le mal des OS". Il est important de dénoncer les "solutions" qu'ils ont trouvées. Car ces solutions, qui tendent à renforcer l'exploitation de la classe ouvrière, seront tôt ou tard, sous leur vernis démagogique, introduites dans les usines. Quelles sont ces mesures qui "humanisent" le travail des OS ?

Les experts bourgeois, après avoir décrit avec un peu moins de mensonges la réalité de l'esclavage capitaliste, oublient aussitôt la plupart de ses aspects : salaires, conditions de travail, cadences.

— Quand il s'agit du salaire des OS, les experts bourgeois ne voient pas là, au fond, un problème grave, mais plutôt un faux problème : "il y a un long travail d'information à entreprendre auprès des travailleurs pour leur faire admettre que tout ne peut pas être compensé par de l'argent et qu'il y a des conditions de travail à changer totalement". (cf. Economie et Humanisme n° 203). Ainsi, pas question d'entamer la plus-value en augmentant les salaires... sous prétexte qu'il vaut mieux s'occuper des conditions de travail.

— Mais sur les conditions de travail : bruit, chaleur, fumées toxiques, accidents, pratiquement, aucune solution n'est proposée. Car dans tous les cas, il s'agit pour les capitalistes de réduire leurs profits soit en achetant des équipements (insonorisation, ventilateurs, etc...) soit en diminuant les cadences (sécurité).

— En fait les experts ne cherchent de "solution" que pour les cadences. Mais il n'est jamais question de diminuer les cadences. Il s'agit seulement, tout en maintenant ou bien en accélérant les cadences actuelles, effrénées, d'essayer d'éliminer les "inconvenients" qu'entraîne, éventuel-

lement, pour le capital, l'épuisement des ouvriers : ratés, absences, main-d'œuvre qui ne reste pas, — et bien sûr, les risques de conflit, de révolte ouvrière. (sabotages, grèves).

Plusieurs solutions. — augmentation des temps de pause individuelle (et donc du nombre des remplaçants). Chez Fiat, la pause individuelle serait passée de 20 mn à 40 mn/journée. Evidemment, la chaîne ne s'arrête pas. Et la pause est calculée de façon à ce que l'ouvrier récupère juste assez pour pouvoir mieux tenir la cadence ou une cadence supérieure.

— La rotation des tâches : il s'agit dans une même journée, de faire changer l'OS de poste : Aussi, à la Télémeccanica, une ouvrière est le matin à un poste de contrôle d'une machine rapide, et le soir à la soudure. En fait, cela revient, pour le patron, à limiter la fatigue due à la répétition pour tirer le maximum de l'ensemble des capacités physiques et nerveuses de l'ouvrière. A l'usage par les deux bouts, en quelque sorte.



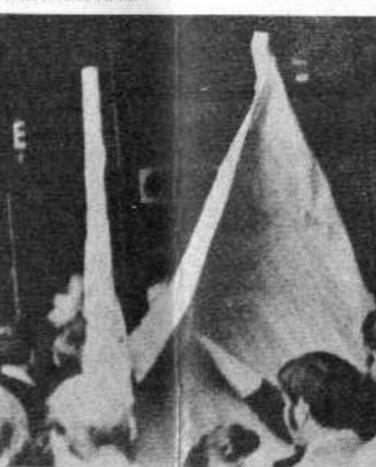
— L'élargissement des tâches. L'OS, sur la chaîne, n'exécute plus une ou deux opérations en un temps court (1 mn) mais plusieurs, liées entre elles, sur un temps plus long. Le procédé est en cours d'expérimentation, pour un groupe de 6 OS à Renault-Le Mans. Là encore, il s'agit d'intensifier le travail : certains "agents de méthodes" se sont aperçus que leur découpage du travail en gestes et postes séparés, était souvent stupide, que les ouvriers trouvaient toujours des "trucs" pour abrégier les opérations. Donc, dans certains cas, en confiant au même ouvrier une suite de tâches jusque là séparées en plusieurs postes, il est très possible de raccourcir le temps de fabrication, donc d'intensifier le travail.

L'offensive démagogique des révisionnistes s'accompagne d'un certain nombre de justifications théoriques qui visent deux buts.

D'une part, armer leurs militants dans la lutte contre les révolutionnaires, contre ceux qui propagent activement auprès des OS qu'ils n'ont rien à attendre du système capitaliste qui ne peut qu'aggraver leurs conditions de travail. D'autre part, rassurer certaines couches (les cadres, ingénieurs, techniciens) sur les intentions réelles du P.C.F. : il ne s'agit nullement de remettre en cause leur propre rôle, ni celui des OS.

LE TRAVAIL D'OS SOLLECITE LES CAPACITES INTELLECTUELLES DE L'OUVRIER.

"L'OS de 72 est bien différent de l'OS de l'entre deux-guerres, sa résistance physique est toujours durement sollicitée, mais aussi et surtout sa résistance nerveuse et ses capacités intellectuelles."



Les révisionnistes prennent leurs précautions, et ajoutent entre parenthèses "même si cela reste très parcellaire." Cela ne change rien. Tout leur édifice est basé sur une soi-disant nouvelle qualification des OS. Pour prouver cette affirmation, ils classent comme une qualité prouvant la qualification "la vitesse de compréhension et d'adaptation" alors que justement ces deux traits sont caractéristiques du travail parcellisé à l'extrême ; plus la tâche est parcellaire, plus la période d'adaptation est courte.

L'autre preuve qu'ils alignent pour démontrer "que la qualification tend à devenir de plus en plus théorique, de plus en plus globale," c'est "l'allonge-

ment nécessaire de la scolarité de base" pour former les OS ! Et voilà, pour être OS en 72, il faut aller à l'école jusqu'à 16 ans !

LES AUTRES SALARIES SUBISSENT L'AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION.

"Il est même permis de penser que ces dernières années les OP, les employés, les fonctionnaires, les ITC ont particulièrement subi l'aggravation de l'exploitation... Le patronat poursuit l'intensification du travail des autres salariés". La manœuvre révisionniste apparaît là au grand jour : d'un côté les OS qui ont un travail de plus en plus "intéressant", de l'autre, les "saliariés" qui subissent l'intensification du travail ; OS, OP, fonctionnaires, ITC sont ramenés à un même niveau, l'Union populaire n'étant que l'aboutissement logique de cette manœuvre.

Amalgamer les OS avec les fonctionnaires et les ITC correspond bien aux méthodes habituelles du P"C" F. qui sont très efficaces pour semer la confusion. Où sont donc ces fonctionnaires, ou ces chronos qui subissent l'intensification ? Pour les OP, si une partie d'entre eux (OP de fabrication, OP d'entretien) subissent de plus en plus durement l'aggravation de l'exploita-

Alors qu'ils s'étaient acharnés pour que les ouvriers de Billancourt luttent essentiellement contre le lock-out et ne fassent pas leurs, les revendications des OS du Mans. C'est cela le soutien des OP !

LES SOLUTIONS REVISIONNISTES

Les révisionnistes reprennent à leur compte la solution que la bourgeoisie faisait miroiter, il n'y a pas si longtemps : il n'y aura plus d'ouvriers grâce à l'automatisme, c'est l'usine automatique ou il n'y aura que des ingénieurs. La condition, c'est qu'un gouvernement d'union populaire soit au pouvoir, lui seul est capable d'impulser la révolution scientifique. Ça c'est l'objectif à long terme, mais les révisos précisent : "Certes, tout n'est pas possible, mais les changements profonds dans la nature du travail, dans la qualité des tâches, confiées aux actuels OS, s'impose rapidement." Cela remet à leur juste place les déclarations du P"C" F. sur l'automatisation.

Quels sont ces changements profonds proposés par les révisionnistes ?

"Aménagement des horaires de travail, allongement des temps de congé, possibilité de rotation, sur les postes de travail," (cf. Programme).

La bourgeoisie a déjà appliqué parfois sur une grande échelle certaines de ces mesures ; il n'y a là rien de bien nouveau. En fait, ces mesures ne visent qu'à augmenter la productivité, par exemple le capital préfère accorder quelques poses pour tirer le maximum des périodes de travail, éviter les heures "creuses".

"Apprentissage de familles de tâches voisines". C'est bien aussi ce que la bourgeoisie expérimente à Renault Le Mans, faisant accompagner la chaîne sur plusieurs postes de travail par le même ouvrier !

* bien entendu tout cela débouche sur la revendication de faire reconnaître cette qualification telle que la définissent les révisos. Ne les a-t-on pas vus organiser à Renault Billancourt un grand débat entre les ouvriers et les techniciens pour savoir qui devait rester OS, qui devait passer professionnel qui devait passer technicien ou technicien supérieur. Soyons sûrs qu'un gouvernement d'union populaire satisfera aussitôt cette revendication. En effet, leur programme de gouvernement parle de payer la valeur de la force de travail de l'ouvrier à son juste prix ; c'est-à-dire que l'ouvrier, même nanti de cette qualification bidon, sera obligé pour vivre, de vendre sa force de travail à un capitaliste, de se faire exploiter par lui.

Voilà qui précise le sort réservé par les révisionnistes aux os, sort identique à celui que leur fait la bourgeoisie aujourd'hui !

un ouvrier de Brandt : ECHEC AUX NOUVELLES METHODES DE SUREXPLOITATION

L'usine Brandt a fait récemment une tentative pour soi-disant "harmoniser" le travail des OS. Front Rouge a pu rencontrer un ouvrier marxiste-léniniste de cette entreprise. Voilà ce qu'il déclare.

F.R. — Comment a démarré cette expérience ?

R. — Neuf ouvrières ont suivi pendant une semaine un stage fait par trois techniciens venus de l'extérieur, spécialistes de l'intensification du travail. Leur but : soi-disant donner une vue d'ensemble à l'ouvrière du travail de construction d'une machine à laver. En fait, aussitôt après les explications au tableau noir, on teste l'ouvrière en lui faisant effectuer les nouvelles opérations qu'elle devra accomplir avec, sur une table, un chrono énorme, qui doit la "guider" pour accomplir les temps.

F.R. — Et après le stage ?

R. — Une semaine après (c'était le 2 mai), on passe à l'expérimentation sur la chaîne. Chaque ouvrière avait deux ou trois opérations à effectuer sur deux machines à laver groupées pour l'occasion. Les ouvrières suivaient la chaîne. Une fois leurs opérations terminées, elles revenaient en arrière, pour prendre deux nouvelles machines. Les

trois techniciens des nouvelles méthodes avec ceux de Brandt, apprenant sur le vif de nouveaux procédés d'exploitation, dirigeaient les opérations. Le soir, les ouvrières étaient exténuées, elles étaient obligées de courir le long de la chaîne, de grimper, de descendre sur celle-ci... Le lendemain, c'est trois machines qui les attendaient ; à trois heures de l'après-midi, elles ont débrayé. Aussitôt le chef d'atelier les convoquent, il discute avec elles de leurs problèmes, ce qui est bien dans l'esprit de ces nouvelles méthodes. Résultat : au bout d'une heure, la charge de travail est redescendue à deux machines. Le 4 mai, la direction cherche à réimposer trois machines. A dix heures, les ouvrières s'arrêtent, et, après une nouvelle discussion, le chef d'atelier (qui a refusé de recevoir le délégué CGT), met fin à l'expérience : l'ancien procédé de production est rétabli.

F.R. — Comment ont été sélectionnées les neuf ouvrières ?

R. — A mon avis, la direction a voulu expérimenter sur des ouvrières différentes pour pouvoir la prochaine fois mieux sélectionner celles qui s'adaptent le mieux à ce travail. Par exemple, parmi les neuf, il y avait deux femmes d'une quarantaine d'années et beaucoup de jeunes.

F.R. — Comment sévissaient ces techniciens de l'intensification du travail ?

R. — Au premier jour de la production sur la chaîne, il y avait les trois "spécialistes", et les gars des méthodes de la boîte. Le lendemain, il y avait trois ou quatre chronos en plus ainsi que toute une bande de chefs qui n'avaient rien d'autre à foutre que de regarder suer les ouvrières. En gros, une quinzaine de types en blouse blanche conseillaient, surveillaient, contrôlaient, le travail de neuf ouvrières. La présence de tous ces cravatés et costumés a d'ailleurs été importante dans leur refus à poursuivre l'expérience. Les ouvrières étaient complètement exténuées, elles n'en pouvaient plus ; tous ces donneurs de conseils, frais et dispos, ont accéléré leur révolte.

Mais tu sais, cela a eu une grande importance sur les ouvriers des autres chaînes qui les traitent de fainéants : "On travaille pour les nourrir." C'est qu'en même temps qu'elles expérimentent ce procédé, la direction accélère le travail sur les autres chaînes ? Deux chaînes qui produisaient 550 machines sont descendues à 510 (50 en moins) mais aussi avec 13 ouvrières en moins. Sur une troisième, la production est passée

de 370 à 420 (50 en plus) avec seulement 2 monteurs supplémentaires à l'habillage. Sur cette chaîne, suivant l'exemple des ouvrières, les monteurs des cuves ont débrayé. Ils n'ont repris que sous la menace des chefs : "Vous travaillez ou c'est la porte".

F.R. — Qu'ont fait les syndicats ?

R. — Rien pendant le stage ; rien au début de l'expérience. Ils ne sont intervenus que quand les ouvrières ont arrêté le travail ; elles n'avaient alors plus besoin de syndicats. Plutôt que de mobiliser toute l'usine sur cette question, ils ont appelé à la grève du 7 juin sur les revendications nationales. Au cours d'une discussion avec un groupe d'ouvriers un délégué CGT a dit : "Ce n'est pas notre faute si les cadences augmentent, ce n'est pas de la faute des patrons, c'est de la faute des ouvriers qui finissent toujours avant l'heure." Bref, le responsable, ce n'est pas le capitalisme, mais les OS qui cherchent à gagner un peu de temps pour faire une pause.

F.R. — Quelles sont les tâches des marxistes-léninistes, face à cette situation ?

R. — Deux leçons sont apparues : d'abord, organiser la lutte

contre les cadences : visiblement c'est le problème qui préoccupe les ouvriers ; et ne pas engager cette lutte, c'est permettre à la bourgeoisie de perpétuer ses tentatives de surexploitation. La réponse des ouvrières qui montent la 50S ne s'est pas faite attendre. Ensuite, de telles luttes permettent de diffuser de nombreuses explications sur les avantages que la bourgeoisie peut récupérer en "enrichissant" soi-disant le travail, sur le rôle d'agents du capitalisme joué par ces techniciens des méthodes, ces mêmes techniciens, alliés privilégiés de la classe ouvrière dans l'unité populaire du P"C" F.

Pour nous, c'est important de lier ces deux éléments, de progresser dans la connaissance des moyens de plus en plus raffinés auxquels recourt la bourgeoisie pour surexploiter la classe ouvrière. Mais unir autour de nous les travailleurs les plus exploités qui se révoltent contre les cadences exigent de faire un très large travail d'agitation sur ces questions. Aujourd'hui, pour progresser, nous devons nous en donner les moyens.

Après un assassinat du capital grève des travailleurs de Maillard et Duclos

Après les ouvriers du bâtiment de la Société Aixoise de Construction, de Dubois-Etanchéité à Chambéry, de DAVUM à FOS, les ouvriers des Chantiers Maillard et Duclos à Lyon, eux aussi en majeure partie immigrés (99%) sont entrés en lutte.

Le 16 avril, un ouvrier Salah, est tué sur un chantier, nouvelle victime du Capital pour qui le profit passe avant la vie d'un ouvrier : il est écrasé par un mur qui n'avait pas été étayé. Immédiatement, les ouvriers du chantier se mobilisent pour riposter à ce nouvel assassinat capitaliste. Comme les ouvriers de Penarroya, ils préparent leur grève (discussions, tournées des chantiers...). Le 30 mai, la grève illimitée est déclenchée. Les ouvriers revendiquent :

- une amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.
- une augmentation de 50 cent. par heure pour tous. Les salaires varient suivant les nationalités ou les ouvriers. A travail égal, salaire égal !
- une prime de fin d'année de 1 000 F pour tous.

- une amélioration des conditions de logement. Pour une pièce de 1,80 m sur 4 m où les ouvriers vivent à 4, le patron fait payer 9,50 F par jour ! Les ouvriers sont logés comme des bêtes alors qu'ils construisent des immeubles grand standing.

- contre le despotisme patronal sous toutes ses formes racistes.

- le droit pour les ouvriers immigrés d'une autorisation d'absence au-delà d'un mois sans rupture de contrat, pour que les ouvriers aient le temps, avec les formalités longues et pénibles du passage des frontières, de voir leur famille.

Les ouvriers installent immédiatement des piquets de grève, occupent le chantier M+M à la Part-Dieu, élisent un comité de grève. Un comité de soutien se forme (diffusion de tracts, collectes). Dès le 2 juin, la grève est totale : les 13 chantiers de l'entreprise sur Lyon sont arrêtés.

Du côté de la CGT, c'est non seulement le silence, mais pendant les premiers jours de la grève, les 2 délégués de la CGT travaillent avec les

chefs d'équipe ! Pour la manifestation du 7 juin, aux grévistes qui proposaient d'y participer, la CGT interdit la distribution de tracts et une prise de parole sur la grève. Les ouvriers refusent alors, eux, de participer à une manifestation qui rejette des travailleurs en lutte !

Pour le patron, une grève illimitée et totale sur les chantiers de la Part Dieu, construction de "prestige" du nouveau centre administratif de Lyon, c'est un coup dur. Le 6 juin, il se voit dans l'obligation de demander des négociations. Il pense stopper la grève par des miettes. Aux revendications des ouvriers concernant le salaire et la sécurité, il oppose le respect d'une loi qui permet au capitalisme de tuer impunément les ouvriers.

Les grévistes tous réunis le 7 juin rejettent ces miettes et décident la poursuite de leur grève, fermement décidés à ne reprendre qu'après la satisfaction de leurs revendications.

Correspondant Lyon

Brassac: la CGT AU SECOURS D'UN CAPITALISTE EN DIFFICULTE DE TRESORERIE

En février, fermeture des "Serrureries de la Seine" à Brassac-les-Mines. 83 licenciements. Aucune prime, et même un dernier mois de salaire en partie escamoté, puis, paraît-il, "les caisses sont vides". C'est la perspective d'un nouveau "reclassement" pour les ouvriers, souvent anciens mineurs déjà "reconvertis", la réalité du chômage aussi.

Beaucoup d'entre eux étaient à la CGT. Que va-t-elle faire ?

- Elle ne fait rien pour que le personnel adopte face aux licenciements une attitude unitaire.

Attendre la réouverture, chercher une autre boîte... tout cela est laissé à la libre initiative de chacun. La CGT ne veut surtout pas mener de bagarre avec les ouvriers : aucune manif (malgré un tract intitulé "pourquoi nous, nous manifestons dans la rue", la seule "manifestation" consistant à poser ce tract sur le pare-brise des voitures).

Aucune grève de soutien. Pour ainsi dire aucune propagande sur l'affaire.

- Mais, si elle fait renoncer les travailleurs à toute lutte de classe conséquente, la CGT s'inquiète par

contre de leur faire reprendre le boulot sous la direction d'un magnanime "industriel auvergnat". C'est le sens de son tract : "...Pour redémarrer l'usine un industriel auvergnat peut apporter la solution, pour peu que le syndic et les pouvoirs publics le lui permettent en lui donnant les moyens de le faire. En effet, cet entrepreneur possède un carnet de commandes suffisamment garni pour assurer un bon démarrage. Les locaux existent avec un matériel en très bon état. Les ouvriers étant sur place et ne demandant qu'à travailler, il semble qu'un peu de compréhension des intéressés permettrait de dénouer rapidement cette situation" (!).

Ce tract est signé aussi de la CFDT, qui pourtant cherche souvent à revêtir un aspect "gauchiste" pour attirer de jeunes ouvriers combattifs.

Pour les révisos, comme pour les sociaux-démocrates, c'est bien simple : que les impôts soutirés aux travailleurs soient donc remis à l'industriel afin qu'il ait enfin les moyens d'exploiter de façon conséquente les ouvriers.

Ces messieurs s'y connaissent en gestion, et nul doute que la "démocratie avancée" ne soit un exemple d'exploitation bien ordonnée.

Cependant, la trahison ne s'arrête pas là, comme le montre un article paru le 31 mai en 1^{re} page du quotidien local : "un industriel auvergnat étant susceptible de reprendre l'affaire, les ouvriers concernés, soucieux d'activer la reprise de l'usine, viennent de décider de ne pas percevoir le premier mois de salaire qui leur sera dû à la reprise, afin de ne pas gêner au démarrage la trésorerie de l'entreprise... Cette décision prise à l'instigation du syndicat CGT de l'entreprise, devrait inciter les pouvoirs publics à consentir un effort pour permettre à cette usine de reprendre son activité".

Voilà, bientôt les ouvriers au travail, le patron à la caisse, tout est rentré dans l'ordre "grâce" à la CGT. L'exploitation va redoubler; qu'importe à ces traitres à la classe ouvrière.

IL EST TEMPS DE DEMASQUER LA COLLABORATION DE LA CGT AVEC LA BOURGEOISIE.

DEMASQUONS AUSSI LES FAUX COMMUNISTES QUI EN TIRENT LES FICELLES.

ORGANISONS DANS LES USINES UN AUTHENTIQUE PARTI MARXISTE-LÉNINISTE.

Correspondant

SCPC les gardes mobiles agressent les grévistes

Le 8 juin à 3 h 1/2 du matin, les gardes mobiles investissent l'usine.

Depuis le 3 juin, la CGT s'égosillaient à rappeler l'ordre d'évacuation. Au cours de sa grève nationale, son service d'ordre avait ostensiblement déchiré les tracts distribués par les grévistes de la SCPC. Le 8, la CGT ne peut bien sûr que souligner... "les nouvelles propositions positives de la direction".

La CFDT, en même temps qu'elle s'attable à la préfecture au coude à coude avec les révisionnistes pour envisager "une conciliation", voulant montrer ainsi, selon ses propres termes "que les travailleurs veulent que se termine ce conflit", elle refuse

(avec la ligue trotskiste), l'idée d'une riposte immédiate. Elle propose "pour qu'il y ait plus de monde", de contacter FEN, SNI, et... CGT. Dans son sillage, les trotskystes de la ligue vont même jusqu'à admettre que, pour faire l'unité la plus large, il faudrait - si la CGT le demande - que le comité de soutien (depuis le début calomnié par la CGT) se retire de l'organisation de la manif. La CFDT et les trotskystes se montrent bien pour ce qu'ils sont : de fidèles auxiliaires des révisionnistes.

9 juin
Correspondant Clermont-Ferrand

UMT (Sedan): les trotskystes fidèles auxiliaires des révisionnistes

A l'UMT de Sedan, usine de textile où la direction pratique des salaires de misère dans des conditions de travail déplorables, au cours d'une grève de 15 jours des électriciens contre le travail en équipes, aussitôt élargie à l'ensemble des O.S. de la boîte, les travailleurs se sont dotés spontanément d'une organisation pour mener la lutte, en élisant un comité de grève.

Aussitôt les 3 syndicats (CGT, CFDT, FO), ont illustré leur ligne réactionnaire. La CGT a fait front contre les collectes du comité de grève : "si les grévistes réclament le paiement des jours de grève, ils n'ont pas besoin de collectes". La CFDT, plus tacticienne, s'est dépêchée pour tant d'appeler à la reprise au bout de 15 jours avec la CGT, sur les premiers résultats négatifs de la commission "paritaire". Mais ce qui a le plus frappé les ouvriers, c'est l'attitude de FO, qui s'est acharné tout au long, à menacer de représailles un de ses jeunes adhérents combattif coupable du crime... d'être passé à la CFDT au début de la grève, et de militer activement dans le comité de grève.

La ligue trotskiste aussi a su trouver sa place dans ce concert réactionnaire, en se déchaînant sur toute une page de tract contre les camarades de Front Rouge. Ils essaient d'ironiser sur notre propagande : "ils nous informent que le PDG Stackler est un buveur de sang : ni plus ni moins". Bien sûr pour les trotskystes les patrons ne sont pas des assassins... Plus loin : "ils appellent à la prise du pouvoir par la révolution armée : s'ils commencent par de tels tracts, nous leur souhaitons bonne chance". Bien sûr la ligue trotskiste ne prépare pas la révolution prolétarienne armée... Mais ils en viennent à un autre ton en illustrant leurs attaques d'une affiche anti bolchevik, comme les nazis savaient les faire et qui est une insulte à la classe ouvrière. Voilà bien ce que cachent leurs "constructives" propositions de compromis avec les révisionnistes, messieurs de la ligue, un ferme soutien de la bourgeoisie. Si des jeunes intellectuels peuvent encore s'y tromper, les ouvriers de l'UMT, eux, ont pu le voir clairement.

Correspondant Sedan

abonnez-vous à front rouge

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

LE PEUPLE IRAKIEN EN LUTTE POUR RECUPERER

Le 1^{er} juin, le gouvernement de l'Irak décrète la nationalisation de l'IPC, consortium international (anglo-US-Hollandais et français) qui, depuis plus de 40 ans, pillait les très riches gisements pétroliers du pays.

LE SYSTEME

Les impérialistes sortis vainqueurs de la grande boucherie de 14-18 ont aussitôt procédé au repartage du monde.

Les grands trusts US (ESSO, MOBIL) et anglais (BP, SHELL) par exemple s'entendent pour former un cartel international qui monopolise le marché mondial du pétrole.

En Irak, toutefois, pour récompenser la bourgeoisie française d'avoir fourni, comme chair à canon, plus d'un million de français et d'indigènes des colonies, ils lui accordent 25% de l'IPC - en fait, la portion détenue jusque là par une banque allemande.

La bourgeoisie, très en retard dans ce domaine, accepte avec empressement ce strapontin dans le cartel et crée avec 48% de capitaux d'Etat, la CFP (Compagnie Française des Pétroles : marque TOTAL).

...BATTU EN BRECHE...

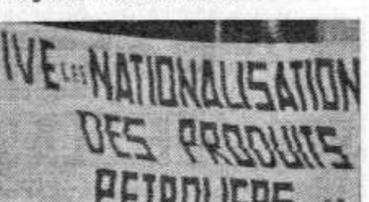
Mais le pillage impérialiste, après la Seconde Guerre, va de plus en plus se heurter à la lutte des peuples pour leur indépendance. Cela se traduit par une série de tentatives de différentes bourgeoisies nationales pour récupérer les richesses de leur pays : en 51, le Docteur Mossadegh effraye le cartel en nationalisant le pétrole d'Irak. En 1955, Nasser nationalise le canal de Suez. En 1957, l'Indonésie nationalise les puits de la Shell.

En Irak, la monarchie, instrument de l'impérialisme anglais est renversée en 58. Dès 61, les immenses concessions de l'IPC sont nationalisées à 99,5%. En 1963, l'Irak crée sa propre compagnie, l'INOC pour tenter de briser le monopole d'exploitation de l'IPC.

Dès lors, l'IPC réclame d'énormes indemnités et pour tenter d'asphyxier l'économie du pays, y freine

délibérément le pompage du pétrole, donc le paiement des redevances.

Le front impérialiste se fissure partout : l'impérialisme français, battu en Algérie, réoriente ses visées en Méditerranée et se façonne un visage "pro-arabe" pour renforcer sa pénétration au Moyen Orient. Dès 1963, il rétablit ses relations diplomatiques avec l'Irak et signe un accord culturel.



Assurément, en Irak, c'est pour le moment, la bourgeoisie nationale qui conserve la direction de la lutte contre la domination impérialiste. Dans la mesure où elle cherche avant tout à s'assurer des ressources pour développer, pour son propre compte, le capitalisme en Irak, elle tend, tout en utilisant, à freiner le potentiel révolutionnaire, anti-impérialiste des masses po-

...COMMENCE A SE DISLOQUER.

En 67, la guerre d'agression sioniste, soutenue par les USA, visait, entre autres, à mater l'aspiration des peuples arabes à l'indépendance. Elle n'aboutit en fait qu'à l'amplifier. Avec, comme conséquence, une série de nationalisations de compagnies pétrolières : l'Algérie en 67, 70 et 71. La Lybie, fin 71.

Les impérialismes français et soviétique, officiellement "pro-arabes", tentent de profiter du déclin et du discrédit de leurs rivaux US et anglais, pour accentuer leur pénétration au Moyen Orient.

En Irak, dès 68, la bourgeoisie française introduit son groupe pétrolier d'Etat, ELF, indépendant du cartel, qui y obtient un contrat.

Le social-impérialisme soviétique, cherchant à s'imposer comme "protecteur" des peuples arabes, signe en 69 un accord technique, élargi en 71, en accord de coopération pour l'exploitation de Roumeïlah. Le 9 avril 72, Kossiguine en personne consacre, par un traité économique et militaire, la position désormais privilégiée de l'URSS en Irak.

C'est dans le cadre de la montée des luttes des peuples arabes et de l'aiguinement des rivalités impérialistes que s'est effectuée la récente nationalisation de l'IPC.

LE DOUBLE JEU DE L'IMPERIALISME FRANCAIS EN IRAK

Assurément, en Irak, c'est pour le moment, la bourgeoisie nationale qui conserve la direction de la lutte contre la domination impérialiste. Dans la mesure où elle cherche avant tout à s'assurer des ressources pour développer, pour son propre compte, le capitalisme en Irak, elle tend, tout en utilisant, à freiner le potentiel révolutionnaire, anti-impérialiste des masses po-

le P"C"F ardent défenseur de l'impérialisme français

A l'annonce de la nationalisation de l'IPC, les révisionnistes ne se sont pas du tout préoccupés de cette victoire du peuple irakien, de montrer en quoi elle pouvait affaiblir l'impérialisme français en particulier, et donc d'aider la lutte du prolétariat en France.

Loin de là. Ils n'ont retenu que la position irakienne de "sauvegarder les intérêts français" et à la Une de l'Huma (3 juin), ils se sont empressés de mettre "l'Elysée devant ses responsabilités", de se tourner vers le gérant en chef de l'impérialisme français pour lui dire : à votre place, nous sauterions sur l'occasion ! "Ce sont des réserves pétrolières parmi les plus avantageuses" (!).

En quelques lignes, le plumitif révisionniste Kahn réussit à concentrer toute l'hypocrisie social-chauvine.

- Il déclare : Pompidou doit rejeter

SES RICHESSES PETROLIFERES

pulaires, à les réprimer même s'il risque de mettre en cause ses intérêts capitalistes. Elle préfère essayer de jouer sur les rivalités entre impérialismes, pour faire monter les enchères. Mais c'est une position dangereuse, instable qui peut la mener à la capitulation devant l'impérialisme.

Pour nationaliser l'IPC, les dirigeants irakiens s'appuient sur la "protection" soviétique. Mais en même temps, en s'engageant à l'indemniser, en ne touchant pas à ses filiales, ils laissent la porte ouverte à des négociations avec l'IPC. Enfin, s'ils proposent à Paris de "sauvegarder les intérêts français", c'est pour s'associer à un impérialisme "moyen", susceptible de lui assurer, dans l'immédiat, des débouchés et de contrebalancer, éventuellement, le poids de l'URSS.

L'impérialisme français essaie donc de jouer un double jeu :

- d'une part, pour poursuivre sa politique "pro-arabe" en Méditerranée, pour conserver l'accès au pétrole en Irak (14% de son approvisionnement) et sa position avantageuse (3^e fournisseur, nombreuses succursales, usine

SAVIEM près de Bagdad), il préfère ne pas s'associer trop ouvertement au chantage du cartel.

- d'autre part, s'il tente, depuis des années, avec ELF, de mener une politique pétrolière en dehors du cartel, il en reste encore trop dépendant et en retire encore, avec la CFP, trop d'avantages, pour risquer de rompre avec lui.

Il est donc en train de monnayer à la fois face au cartel et face aux dirigeants israéliens sa position d'intermédiaire privilégié pour obtenir une plus large part du pillage du pétrole irakien.

En dépit de ces manœuvres de l'impérialisme, et c'est là l'essentiel, la nationalisation de l'IPC, consortium qu'il haïssait et combattait depuis des années, est une victoire du peuple irakien contre l'impérialisme. Cette victoire s'inscrit dans la montée des luttes des peuples arabes pour leur émancipation. Favorisée par l'aggravation de la crise mondiale de l'impérialisme, elle continue, en retour, à affaiblir encore les positions des impérialismes.

"la solidarité impérialiste avec Washington et Londres". Comme si la bourgeoisie française n'appartenait pas de longue date au camp de l'impérialisme et pouvait comme cela, renoncer un beau jour à ce qui est vital pour elle : le pillage des peuples du monde. Ce faisant, il masque complètement la nature féroce de l'impérialisme français. Il sert la propagande gaulliste. "La France championne de l'indépendance des peuples face au dangereux rapace anglo-saxon".

- Il déclare : Pompidou doit choisir "l'évident et sûr intérêt national". A quoi revient "cet intérêt national" ? A perpétuer le pillage de l'Irak et l'exploitation de son peuple. Ce faisant, le P"C"F, en vrai larbin, non seulement enjolive, mais encore encourage l'expansion de l'impérialisme français au Moyen Orient.

Et, bien plus, le P"C"F reproche à Pompidou d'être un mauvais gestionnaire de l'impérialisme français. Une fois au gouvernement, il fera mieux : il a son idée derrière la tête : s'appuyer sur le social-impérialisme soviétique pour évincer Washington et Londres et mieux piller l'Irak. C'est ce qu'il appelle dans son programme "une politique de l'énergie" "pour se dégager de l'empire du cartel international du pétrole".

Le prolétariat soutient chaleureusement les luttes des peuples arabes pour leur émancipation. Leur lutte pour la possession de leurs richesses nationales affaiblit l'ensemble du système impérialiste dont l'impérialisme français, et favorise ainsi les perspectives de la révolution du prolétariat en France.



La rencontre de la population d'un village du Sud Viet-Nam et des F.A.P.L.

Vietnam : suite de la page 1

fois, le nouveau programme promet une victoire rapide : le plan Staley Taylor en 1962-63 visait une pacification en 18 mois, celui de Mac Namara en 2 ans. On parle de pacification accélérée en 1968-69, spéciale en 70. Or, à chaque fois, il faut tout recommencer depuis le début.

DES METHODES DE PLUS EN PLUS FEROCES

Si la pacification se fait toujours sous le signe de la "conquête des cœurs et de l'esprit", face à la défaite inéluctable, l'impérialisme accentue sa politique du "tout tuer, tout brûler, tout détruire". Dans le cadre de la vietnamisation cette pacification est de plus en plus féroce : intensification des

bombardements, mitraillages massifs, épandage de produits chimiques. L'opération "phénix", "pour le peuple", s'est soldée par des arrestations et des massacres sans discrimination, des liquidations en masse, des tortures et des emprisonnements.

Pour tenter de couper le F.N.L. et les F.A.P.L. du peuple, Nixon par cette destruction systématique des zones rurales veut provoquer des exodes massifs. Ainsi dans le cadre de l'offensive actuelle, pour la prévenir d'abord, pour tenter d'y faire échec maintenant, la clique US-Thieu déplace des millions de personnes des provinces en bordure de la zone délimitée vers les camps de concentration du centre Vietnam et du delta sous le commandement de la C.I.A. et avec le soutien d'Air Américain.

LA CONTRE-PACIFICATION DU F.N.L.

Nouvelle provocation, nouvel échec, les succès de l'offensive populaire, précisément dans les secteurs de pacification, montre à quel point tous les efforts de Nixon et de ses fantoches sont dérisoires. Le F.N.L. s'est en effet donné pour tâche primordiale de faire échec à la pacification. Une stratégie redoutable a été mise en œuvre : "l'attaque en 3 points". C'est : la lutte politique, alliée à la lutte militaire et au Bin Vahn (campagne de persuasion et d'explication). La coordination des actions militaires entre les différentes régions, entre les différentes forces, permet de lancer des attaques et des contre-attaques pour briser les ratissages. Pendant que les guérilleros attaquent l'ennemi, les masses populaires organisent la lutte politique contre les bombardements, la répression, l'évacuation de la population. Cette lutte politique locale est toujours soutenue par une lutte analogue au niveau des régions. Par des mots d'ordre contre l'agression, réclamant l'indépendance nationale, la paix, elle entraîne l'adhésion des masses populaires mais aussi, des fonctionnaires et des soldats de l'administration fantoche. En même temps est mené le travail de persuasion auprès des troupes fantoches, point vulnérable de l'ennemi, parce que les soldats ont tous des liens étroits avec la paysannerie. On dépêche auprès d'eux des détachements de leur famille, pour les exhorter à retourner chez eux, organiser des désertions collectives, des mutineries, des mouvements de solidarité avec la lutte de la population.

De pair avec le contre-ratissage, l'éducation de la vie communale se fait sur tous les plans. La vie reprend après chaque bombardement, le F.N.L. sait fort bien que la lutte ne peut durer que si la population peut tenir longtemps. Protection de la vie et des biens, intensification de la production agricole sont les objectifs prioritaires.

LA PACIFICATION A L'AGONIE

Depuis le début de l'offensive, faisant écho aux attaques des troupes de libération et en coordination avec le mouvement de lutte de la population des villes, la population enfermée dans les "hameaux stratégiques" et les zones de parage s'est soulevée; elle a éliminé les agents sanguinaires, investi des postes ennemis, forcé un grand nombre d'entre eux à se replier. Le système du pouvoir fantoche s'est ainsi écroulé par pans entiers. Ainsi dans la province de Bin Dinh, alors que les F.A.P.L. se battaient dans les districts

du nord, 50 000 personnes (bouddhistes, élèves, étudiants, paysans, membres de l'administration et du pouvoir fantoche) ont manifesté pour dénoncer la clique US-Thieu. Dans un district 90% des soldats fantoches se sont rangés du côté du peuple. Des milliers d'étudiants, d'élèves, d'hésitants des provinces voisines (Huê, Da Nang, Saïgon) se sont rendus à Binh Dinh, déjouant l'emprise de l'ennemi, pour participer à la lutte de la population locale. Actuellement dans cette province, une des zones clés de la pacification, les récentes attaques des F.A.P.L. et de la population ont permis la libération totale de tout le nord : 400 000 personnes sont débarrassées de l'emprise ennemie ; 10 000 personnes parquées dans des camps de concentration ont pu regagner leur village. L'administration du F.N.L. se met en place, ainsi que les comités populaires révolutionnaires avec deux objectifs immédiats : intensifier la production agricole, renforcer les forces armées populaires de libération.



Le "hameau stratégique" des impérialistes US.

les travailleurs immigrés soutiennent LA LUTTE DU PEUPLE VIETNAMISIEN

Dans le cadre d'initiatives prises par Front Rouge pour soutenir et populariser l'offensive du peuple vietnamien, nos camarades nous envoient les correspondances suivantes.

Propagande massive pour l'invitation au meeting : 200 affiches, tracts, sur les marchés, aux sorties d'usine, aux lycées, dans les baraques des travailleurs immigrés, aux bidonvilles, au centre Nord-Africain. Déjà des discussions s'organisent.

A l'entrée de la salle, les camarades sont accueillis par un immense drapeau du Sud Vietnam et une banderole : "les forces révolutionnaires d'Indochine vaincront l'impérialisme". De nombreux passants s'arrêtent dans la rue pour regarder ce fait inhabituel, et lire les mots d'ordre. Nous attendions 60 personnes ; il en est venu 80, tous immigrés. (Le P.C.F. lors de son meeting sur le même sujet en avait réuni une soixantaine, dont les révisés locaux toujours de service, et nous y avions vendu 13 Front Rouge à la sortie). Plusieurs camarades interviennent sur : le rôle des comités révolutionnaires dans les régions libérées, le rôle déterminant du P.T.V., la capacité et la volonté d'un petit pays à vaincre le géant US, le rôle important des femmes vietnamiennes dans l'organisation économique du pays.

Puis on projette le film de Joris Ivens "17° parallèle". Les points principaux du commentaire sont traduits

par un camarade arabe et par les portugais entre eux. Un débat s'engage où sont abordées des questions fondamentales telles que le rôle principal du P.T.V., la liaison avec les autres peuples en lutte contre l'impérialisme mondial (Tchad, Madagascar, Angola, Palestine). A notre avis pour ces meetings, il faut disposer de la presse dans la langue de ces camarades ; nous manquons de presse vietnamienne en arabe et en portugais, si bien que les camarades ne lisant pas le français ne pouvaient que feuilleter quelques ouvrages.

Ce meeting nous ouvre des perspectives concrètes de travail sur certaines usines regroupant la plupart de ces immigrés.

VIVE LA LUTTE DU PROLETARIAT FRANCAIS ET IMMIGRE POUR ABATTRE DE L'INTERIEUR L'IMPERIALISME FRANCAIS.

VIVE LA LUTTE DE LIBERATION DES PEUPLES ET NATIONS OPPRIMES.

Correspondant Oyonnax

A Feyzin : samedi 10 juin, 70 ouvriers d'un bidonville, tunisiens pour la plupart, ont participé à un meeting de soutien au peuple vietnamien.

Avant le début du meeting, les travailleurs pouvaient lire des panneaux-photos montrant la lutte des vietnamiens et d'autres panneaux sur une grève de travailleurs immigrés à

Lyon (Chantiers Maillard et Duclos). Les travailleurs ont acheté des revues chinoises en arabe et le journal "l'Ouvrier Tunisien".

Dans la présentation en français et en arabe du film "le 17° Parallèle" nous avons insisté sur l'unité de lutte des peuples contre l'impérialisme, qu'il soit américain, français ou autre. Un enregistrement en arabe, dénonçant le néo-colonialisme, expliquant comment celui-ci est démasqué au Vietnam et comment il essaye de tromper les masses en Tunisie, a été diffusé et applaudi par les travailleurs. La projection du film était accompagnée d'explications en français et en arabe sur la guerre du peuple, les réalisations du régime socialiste au Nord Vietnam.

Un camarade a parlé de la grève de Maillard et Duclos en insistant sur la paupérisation de la classe ouvrière et montrant ainsi concrètement l'unité entre la lutte des ouvriers en France et celle des peuples opprimés contre l'impérialisme.

Les ouvriers, dont la plupart sont restés pendant toute la réunion (3 h.), ont versé 90 F. à une collecte pour les grévistes de Maillard et Duclos et exprimé leur solidarité avec la lutte du peuple vietnamien que le fantoche Bourguiba essaye de cacher au peuple tunisien.

Correspondant Feyzin

Edito : suite de la page 1

associer davantage au fonctionnement de nos institutions et à la recherche des solutions à leurs problèmes en matière d'emploi, de logement, de formation et d'insertion dans notre société". Le Gissenger en question ne peut quand même s'empêcher de conclure par une grande envolée raciste en déclarant qu'"il y a des immigrés qui veulent devenir français et il faut les y aider lorsqu'ils le méritent". Du coup, il dévoile ce que signifie la loi sur l'élection au comité d'entreprise et des délégués du personnel : il s'agit de promettre à quelques immigrés d'accéder aux postes de permanents syndicaux et favoriser ainsi la présence des syndicats révisionnistes et réformistes, voire fascistes comme la CFT à Citroën, parmi les immigrés. La bourgeoisie espère ainsi corrompre les immigrés en favorisant l'implantation parmi eux des syndicats de collaboration de classe, avec l'espoir qu'ils pourront les encadrer assez pour solder leurs luttes.

On comprend dans ces conditions que le P.C.F. ait voté la loi, après quelques protestations pour la forme contre les décisions de refuser l'éligibilité aux "immigrés qui ne savent pas lire et écrire en français" : le P.C.F. réclamait qu'on refuse l'éligibilité seulement aux immigrés qui "ne

savent pas lire et écrire dans leur langue maternelle".

Au lieu de dénoncer la démagogie des lois de la bourgeoisie, le P.C.F. en la personne de Marcelin Berthelot, député de St-Denis, a déclaré : "apprécier de manière positive les dispositions prises à l'assemblée nationale et demander que vienne rapidement en discussion la proposition de loi n° 325 du groupe P.C.F. instituant un statut démocratique qui permettra l'abolition de l'exploitation éhontée dont les travailleurs immigrés sont l'objet", comme si quelque texte voté par le parlement bourgeois pouvait supprimer l'exploitation capitaliste.

Ces dernières lois sont le signe des contradictions insolubles dans lesquelles la bourgeoisie est coincée : pour maintenir sa domination, elle essaie de tromper les travailleurs en faisant croire à ses bonnes intentions. Mais, pour défendre ses intérêts d'impérialiste, elle ne peut que violer ces mesures qu'elle adopte et ainsi elle se démasquera encore plus : en effet, les travailleurs immigrés sauront utiliser les quelques libertés démocratiques concédées par la bourgeoisie pour les retourner contre elle. Le prolétariat immigré ne tombera pas dans le piège démagogique de la bourgeoisie car il est féroce exploité et n'a d'autre issue que la lutte au coude à coude avec les ouvriers français les plus exploités pour la révolution prolétarienne.

NIXON-BREJNEV : COLLUSION RENFORCEE

Bourgeoisie et révisionnistes ont développé une intense propagande pour présenter les résultats du voyage de Nixon à Moscou comme un nouveau pas dans "la paix mondiale", comme un renforcement de la "coexistence pacifique" entre les 2 superpuissances ; tout ce tintamare pour cacher que cette "paix mondiale" scellée à Moscou n'est rien d'autre que la guerre à outrance de l'impérialisme contre les luttes de libération nationale, pour cacher que cette "coexistence pacifique" n'est rien d'autre que la collusion renforcée des 2 superpuissances contre les peuples du monde. Même si les discussions de Moscou dépassent largement les textes publics (voir la déclaration de Kissinger le bras droit de Nixon : "c'est sur le terrain que nous mesurerons les pas franchis pour le Vietnam"), ces textes sont largement révélateurs de l'état d'esprit qui animait les 2 chefs de file de l'impérialisme. Nous n'avons pas l'intention d'en faire aujourd'hui une analyse détaillée, mais de noter seulement quelques points des plus saillants :

• "Limitation des armements"

S'agit-il bien d'un traité de limitation des armements stratégiques comme le prétendent les 2 superpuissances ? Certainement pas. Même si elles prétendent s'être entendues sur un nombre limité de sous-marins ou de fusées, elles se sont laissées toute possibilité de moderniser cet armement, donc de multiplier la puissance destructrice dont est porteuse chaque fusée ou chaque sous-marin. En fait l'essentiel de cette soit-disant limitation des armements porte sur des missiles anti-missiles, c'est-à-dire des missiles qui doivent détruire les missiles agresseurs. Voilà qui éclaire singulièrement les visées des 2 superpuissances : d'un côté, on limite les armements défensifs, sachant très bien que l'agression ne peut pas venir de la Chine Rouge, pays qui limite son potentiel nucléaire à la défense du territoire du peuple chinois contre toute agression ; de l'autre, on renforce le potentiel d'agression, pour le tourner contre la Chine Rouge, comme le montrent les accords qui permettent de réduire les troupes stationnées en

Europe, comme le montre le million de soldats soviétiques massés à la frontière, comme le montre le gigantesque déploiement de forces navales et terrestres US (Taïwan, Japon, Indochine). Enfin, cette "limitation" des armements ne signifie nullement la fin du chantage à l'emploi de l'arme nucléaire que les deux superpuissances exercent contre les pays qui ne l'ont pas. Les récentes allusions des experts du Pentagone à son utilisation au Vietnam en sont une preuve.

• "Prévenir les incidents en mer" pour mieux aggraver les peuples.

Dans leur volonté d'étendre toujours plus leur zone d'influence, de s'assujettir plus fermement encore les peuples des pays qu'elles dominent, les deux superpuissances font sillonner les mers du monde par leurs puissantes flottes de guerre. Même si la prétention à codifier la bataille de gangsters qu'elles se livrent pour piller et se partager le monde est illusoire, elle n'est pas moins révélatrice du but qu'elles poursuivent : la 7^e flotte US veut pouvoir faire tranquillement décoller ses bombardiers vers le Vietnam

sans qu'un incident avec la flotte soviétique ne vienne troubler cette besogne ; de même la flotte soviétique fait reconnaître à l'impérialisme US son droit de croiser dans la Méditerranée pour appuyer sa pénétration impérialiste dans les pays limitrophes du bassin méditerranéen.

• Les deux déclarations sur le Vietnam

Sachant que l'ensemble des peuples du monde est très vigilant, le social impérialisme a préféré ne pas faire de déclaration commune avec l'impérialisme US, comme il a osé en faire une sur le dos du peuple Palestinien. Mais il n'a pu empêcher même dans cette déclaration, de laisser apparaître la nature de son soutien : affirmant qu'il soutient les propositions du G.R.P. et de la R.D.V., quand il précise ces propositions, il oublie soigneusement le plan en sept points du G.R.P. dont l'un des points clés, sur lequel le G.R.P. a particulièrement insisté, concerne l'arrêt du soutien à la clique Thieu. Voilà une fameuse concession à l'impérialisme US et à son fantoche ! Le gouvernement Chinois, quand il avait reçu

Nixon en Chine, avait au contraire bien martelé dans sa déclaration les 7 points du G.R.P., les points clés... Voilà un inglant démenti aux faux amis du peuple vietnamien qui sous la plume du révisionniste Vidal s'était acharné dans l'Humanité à présenter la visite de Nixon à Pékin comme dirigée contre le peuple vietnamien ! Aujourd'hui la "Paix mondiale" fomentée par les deux superpuissances. Participant toutes deux de la crise mondiale de l'impérialisme, affaiblies par les luttes de libération nationale, les révoltes de leurs prolétariats respectifs, le renforcement des pays socialistes, affaiblies par la bataille acharnée que se livrent tous les impérialismes pour le partage du monde, elles tentent de renforcer leur collusion contre les peuples du monde.

Mais qu'elles ne se fassent aucune illusion. Toutes ces contradictions qu'elles rencontrent, y compris celles qui les opposent, ne peuvent que s'aggraver. Même si aujourd'hui le danger d'une troisième guerre mondiale subsiste, la tendance principale est à la révolution. Le prolétariat de tous les pays, les peuples opprimés les enserreront.